

LES RAPPORTS ENTRE LE JAPON ET SES PROCHES VOISINS DES NOUVEAUX ENJEUX POUR L'ASIE DU NORD-EST



Mohammed Fadhel TROUDI

Chercheur en relations internationales université de Paris XII.

Les relations Japon-Corée du Nord, entre tensions et méfiance réciproques

La Corée du Nord a été occupée par le Japon de 1905 à 1945. Libérée en 1946 puis secouée par la guerre de Corée (1950-1953), elle a été soutenue dans sa reconstruction par l'Union soviétique. Elle garde une vive rancœur contre le Japon, entre autres au sujet de pratiques de prostitution organisée des femmes coréennes sous l'occupation japonaise. Le dénouement de la guerre, en 1945, met fin au contrôle que le Japon exerçait sur la Corée.

Le territoire coréen est partagé en deux zones séparées au 38^e parallèle. Le Nord, sous occupation soviétique, devient une République populaire en 1948. Sous la direction autoritaire de Kim Il Sung, qui restera au pouvoir pendant près d'un demi-siècle, la Corée du Nord adopte et conserve un modèle de développement socialiste. Profondément affectée par la guerre qui déchire la Péninsule entre 1950 et 1953, elle demeurera affligée, bien après le règlement du conflit, d'une économie chancelante dont les rendements ne suffisent pas à satisfaire les besoins essentiels de la population.

De son côté, le Japon sort perdant de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1945, et sa toute nouvelle Constitution le restreint grandement sur le plan militaire (comme tous les pays vaincus de cette guerre) : il lui est interdit de posséder des installations militaires offensives, seules des installations purement défensives sont autorisées. Pas de porte-avions, pas de missiles de longue portée, etc. En revanche, les États-Unis, très présents au « pays du soleil levant » après la guerre, lui ont vendu

par la suite un « parapluie antimissile ». Le Japon dépend également de l'Amérique du Nord pour être alerté en cas de menace. On assiste depuis à un certain retour de la politique des blocs, qu'on pensait désormais derrière nous, la Russie derrière la Corée du Nord, les États-Unis derrière le Japon.

Le traité nippo-coréen du 22 juin 1965 normalise les relations entre le Japon et la Corée du Sud, et permet au Japon de devenir l'un des partenaires économiques privilégiés de la Corée du Sud. La Corée du Nord réagit violemment à cet accord, le considérant comme dirigé contre la sécurité nationale nord-coréenne. Isolé par le rapprochement entre Séoul et Tokyo, le président nord-coréen Kim Il Sung exige l'abrogation du traité du 22 juin 1965 comme préalable à toute discussion bilatérale avec le Japon. Les relations restent très tendues entre les deux pays, dans les années 1970 et 1980, le Japon accusant notamment la Corée du Nord d'avoir kidnappé des ressortissants japonais. La Corée finit par reconnaître une partie des faits, mais des zones d'ombre demeurent. Cette brouille perdure encore aujourd'hui : elle est la principale cause de l'absence de relations diplomatiques entre Tokyo et Pyongyang, et retarde l'éventualité d'une reprise des liens entre les deux nations.

Les relations entre Japon et Corée du Nord sont devenues un enjeu crucial au Japon au cours de la dernière décennie, et elles se sont révélées être relativement complexes. La politique étrangère quelque peu imprévisible menée par Kim Il Sung, puis par son fils Kim Jong Il explique en grande partie cette méfiance réciproque qui a caractérisé les relations entre les deux pays pendant ces trois dernières décennies. À ce facteur déterminé par l'histoire tumultueuse entre les deux pays, il faut également ajouter les points de vue de Séoul et Washington, deux des principaux acteurs des négociations avec Pyongyang. Néanmoins, il ne faut pas minimiser le rôle grandissant de l'opinion publique japonaise, à l'instar de certaines associations, comme le Chosen Soren par exemple, qui influent de plus en plus sur le champ politique japonais.

Au Japon, la relation avec la Corée du Nord est par conséquent hautement politisée, bien plus que dans la plupart des pays ayant des contacts avec le Nord. Il semble que le Japon n'ait pas de politique clairement définie envers la Corée du Nord, en dehors d'une certaine ligne de conduite, avec un semblant de continuité dans le temps. Je vais tenter une analyse des relations conflictuelles de Tokyo avec ses voisins proches en pointant du doigt les enjeux pour toute la région de l'Asie du Nord-Est.

La défaite japonaise de 1945 et l'occupation du Japon par les puissances victorieuses jusqu'en 1952 ont fait du Japon post-Seconde Guerre mondiale un État démocratique, voire pacifiste, puisque protégé par une alliance asymétrique et non réciproque avec les États-Unis. Disons que, tout en profitant de la guerre froide, le Japon ne s'est jamais vraiment senti concerné par ses enjeux, et ce jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique. Il pratiquait alors une « politique de paix tous azimuts », passive et réactive, malgré son alignement réticent sur les États-Unis en matière de politique extérieure. La guerre froide avait empêché la résolution d'une série de questions laissées sans réponse depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale – comme la normalisation complète de ses relations avec la Russie – et, avec la fin de la bipolarité, le passé colonial du Japon revient le hanter au moment où son alliance avec les États-Unis est remise en question et alors qu'il est devenu une très grande puissance technologique et industrielle.

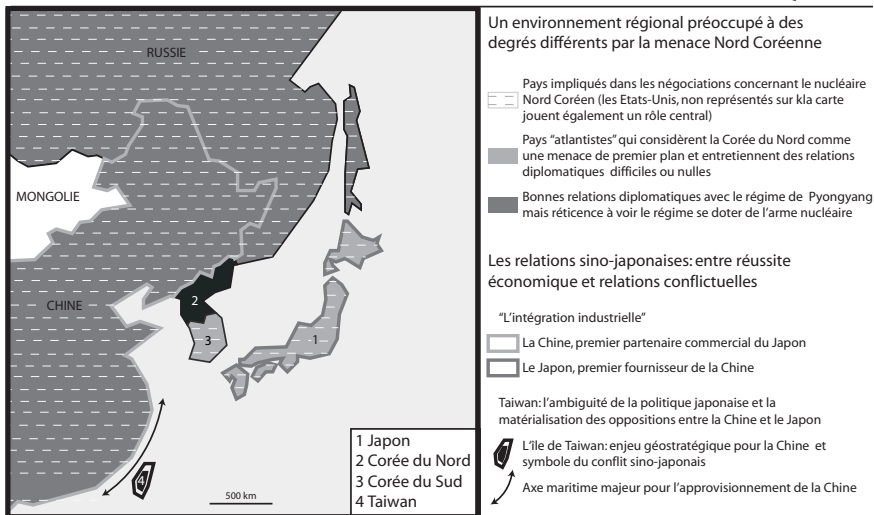
La guerre du Golfe de 1991 et les appels des États-Unis et de l'ONU à une plus grande participation du Japon aux affaires du monde vont amener la diplomatie japonaise à redéfinir ses objectifs de l'après-guerre froide.

Entre 1995 et 2001, le Japon a connu de profondes transformations politiques et, en moins de dix ans, il aura presque fait volte-face et brisé une tradition diplomatique et sécuritaire vieille de quarante années, en érodant les principes de la doctrine Yoshida et en contournant avec une facilité grandissante les termes d'une Constitution qui est souvent identifiée comme la cause du comportement politique timide du pays sur la scène étrangère. Cette période voit aussi le Japon connaître une crise qui ébranle les fondements de son modèle économique, alors qu'il doit composer avec les contrecoups de la crise financière ainsi qu'avec l'ascension incontestable de la Chine.

Le Japon, aveugle pendant la guerre froide à la « menace » soviétique, perçoit aujourd'hui la montée de la Chine avec appréhension, se rapproche de Taiwan et commence à faire preuve d'impatience à l'endroit de celle-ci et d'une Corée du Nord ouvertement hostile. L'espace régional de l'Asie de l'Est est en profonde mutation, et le Japon est déchiré par la rivalité grandissante entre la Chine et les États-Unis, puisque ceux-ci lui offrent la sécurité militaire alors que la Chine pourrait bien être la clé de la sécurité économique japonaise pour les décennies à venir. Le Japon doit donc tenter de maintenir des relations cordiales avec deux autres grandes puissances qui, très souvent, paraissent décidées à freiner ses aspirations et son leadership régional.

Bien que refusant habituellement d'assumer son rôle d'allié, le Japon est devenu un des rares pays d'importance à appuyer ouvertement la lutte contre le terrorisme depuis 2001 et adopte, surtout depuis 2003, un comportement aux antipodes de celui qu'il affichait dix ans auparavant. Ce virage historique de la politique extérieure japonaise s'explique notamment par des relations toujours tendues avec le voisin nord-coréen, tant les dossiers chauds sont nombreux : le dossier nucléaire nord-coréen qui menace la sécurité nationale du Japon, mais également le dossier non encore solutionné des disparus japonais dont le Japon accuse la Corée du Nord d'être à l'origine.

L'ENVIRONNEMENT RÉGIONAL DU JAPON CARACTÉRISÉ PAR DES TENSIONS DIPLOMATIQUES



Le dossier nucléaire nord-coréen, point de discordance entre les deux pays

La Corée du Nord, officiellement République populaire démocratique de Corée, est un État à régime communiste, qui couvre la moitié nord de la péninsule coréenne à la pointe nord-est de l'Asie. La Corée du Nord a des frontières communes avec la Chine (près de 1416 km), avec la Russie au nord (près de 19 km) ainsi qu'avec la République de Corée du Sud (près de 238 km).

Cette frontière méridionale est constituée par la zone dite démilitarisée (DMZ) (1) qui est en réalité très fortement militarisée, puisque surveillée en permanence par près d'un million de soldats des deux côtés de la frontière.

Le Japon reste le proche voisin maritime puisqu'il n'est séparé de la Corée du Nord que par la mer du Japon. Depuis plusieurs mois, la tension monte et les relations se dégradent assurément entre Tokyo et la Corée du Nord, quasiment le dernier régime stalinien en place. Dans une politique de fuite en avant, en effet, cette dernière a lancé, le 5 avril dernier, une fusée balistique qui est passée bien près du Japon. Et le 25 mai dernier, c'est par un essai nucléaire que Pyongyang a défrayé la chronique. La situation s'est alors dégradée, à la lumière des relations de méfiance qui caractérisent le trio Corée du Nord, Corée du Sud et Japon.

On est rapidement passé d'une situation de fait divers à un imbroglio de relations politiques mondiales, notamment nouées au cours du siècle passé. La situation n'évolue pas dans un sens positif, bien au contraire, son évolution au regard notamment du dernier épisode est loin d'être encourageante. Il convient après un bref rappel historique d'étudier les relations tendues entre Tokyo et Pyongyang, de voir comment la très possible possession d'arme nucléaire est devenue le cheval de bataille de la conduite de la politique régionale et internationale de la Corée du Nord, et comment la nécessaire redéfinition des relations entre les deux pays constitue un nouvel enjeu pour toute l'Asie du Nord-Est. Sans oublier d'étudier le rôle de la Chine qui utilise la Corée du Nord comme un levier en exerçant de l'influence sur Pyongyang, dans le but de supplanter les États-Unis dans le rôle de puissance dominante de l'Est asiatique.

En 2006, la Corée du Nord se dote de l'arme nucléaire et procède à un essai (9 octobre 2006), aussitôt interprété comme une menace par le Japon. Le dimanche 5 avril 2009, après l'avoir annoncé et malgré les pressions internationales, la Corée du Nord a procédé au lancement d'un « satellite », selon les médias nord-coréens, au « tir expérimental d'un missile long porté », selon le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud. La Corée du Nord avait menacé de représailles toute tentative d'interception de son engin et celui-ci s'est finalement abîmé dans l'océan Pacifique.

Pour donner le ton exact, voici une citation attribuée à l'état-major général de l'armée de Pyongyang : « Les forces armées révolutionnaires ne toléreraient pas des activités provocatrices et irrationnelles, visant la République populaire démocratique de Corée (RPDC), des réactionnaires japonais, son ennemi juré séculaire. »

Face à cette menace considérée comme réelle, il a été question de renforcer le potentiel défensif du Japon mais, en ces temps de crise, Tokyo s'est contenté dans un premier temps de prendre des mesures restrictives sur les transferts financiers avec la Corée du Nord. Le Japon se sentait démuni et vulnérable ; le président Obama a aussitôt placé les États-Unis en grand frère protecteur, pendant que Mme Clinton, secrétaire d'État américaine, déclarait voir le Japon comme la « pierre angulaire de la politique américaine en Asie ». Le Japon avait aussi prévu de « s'expliquer fermement » avec la Chine, car tous deux n'étaient pas d'accord sur la réponse à apporter à ce tir de missile/satellite, tout en sachant au passage que Pékin et Tokyo sont en concurrence directe au niveau économique et, en ces temps de crise, le sujet est particulièrement sensible.

De son côté, la Corée du Nord était engagée depuis plusieurs années dans de poussives négociations visant à lui faire abandonner ses recherches atomiques contre un soutien économique et des mesures de protection. Tout cela se négociait avec quatre autres pays : la Chine, la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis, allié stratégique majeur du Japon dans la région.

Le 25 mai 2009, la Corée du Nord a procédé à un second essai nucléaire souterrain, largement relaté dans la presse mondiale. Le pays a également procédé au tir de six missiles de courte portée en trois jours la semaine suivante.

M. Aso, le Premier ministre japonais, a appelé de nombreuses fois le Conseil de sécurité de l'ONU à se réunir en urgence pour condamner ce tir. Il a fini par obtenir gain de cause : l'ambassadeur de Russie, Vitali Tchourkine, alors président du Conseil, a déclaré : « Les membres du Conseil ont exprimé leur ferme opposition et leur condamnation de l'essai nucléaire effectué le 25 mai 2009 par la Corée du Nord, qui constitue une claire violation de la résolution 1718. »

Lors d'une interview récente, le porte-parole du Japon Takeo Kawamura aurait ajouté que le gouvernement japonais allait « bien sûr » chercher à faire voter une nouvelle résolution à l'ONU, sanctionnant le régime communiste.

Le Japon était donc en attente de sanctions plus fortes contre Pyongyang et envisageait de durcir ses propres mesures. États-Unis et Japon, parfois rejoints par la Corée du Sud, n'ont cessé de se rencontrer pour discuter de la situation. Les intervenants américains étaient nombreux. Le secrétaire d'État adjoint américain James Steinberg a réaffirmé le soutien indéfectible des États-Unis en déclarant publiquement, après un entretien avec le vice-ministre japonais des Affaires étran-

gères, Mitoji Yabunaka : « J'ai réaffirmé l'engagement indéfectible des États-Unis à l'égard de la sécurité du Japon. » Puis : « Nous nous sommes engagés à travailler ensemble, avec la Corée du Sud, la Russie et la Chine, pour faire revenir la Corée du Nord sur la voie d'une dénucléarisation complète et vérifiable. »

Le Japon sollicite toutes les puissances à sa disposition pour mettre à genoux la Corée du Nord : États-Unis, Chine, ONU. Sous la direction de l'ancien Premier ministre nippon, Tokyo a même demandé à l'ONU de mettre la Corée du Nord sur la liste des États soutenant le terrorisme. La Chine n'est pas favorable à la reprise des essais nucléaires de la Corée du Nord, bien que celle-ci soit traditionnellement son alliée. La Russie refuse un positionnement franchement anti-Corée du Nord mais n'abonde pas dans son sens non plus. De son côté, l'ONU a alourdi ses mesures contre Pyongyang (interdiction d'acheter des armes à la Corée du Nord...), tandis que le Japon a tout simplement déclaré un embargo total contre le pays.

Cette interdiction de l'ONU n'est pas anodine sur le plan mondial : la Corée du Nord est un fournisseur d'armes important, notamment pour l'Iran et la Syrie. Ces pays développeraient également des armes en commun, si l'on en croit les accusations américaines. De son côté, la Corée du Nord, dans une politique de fuite en avant comme seul le régime nord-coréen sait le faire, se fait de plus en plus cassante dans ses relations diplomatiques, notamment avec la Corée du Sud. Par exemple, elle a déclaré récemment qu'elle ne se sentait plus liée par l'Armistice qui a été signé entre les deux pays après la guerre de Corée en 1953. Pyongyang a fait savoir que, quelles que soient les pressions, le pays ne changerait pas de cap. À ce jour, on peut dire que les choses n'évoluent pas dans le bon sens, celui de la paix.

Au plan régional, l'accord du 13 février est plutôt bénéfique pour la Corée du Nord. En dehors de l'embellie diplomatique avec la Chine – échaudée par les essais nucléaires d'octobre 2006 – et de la reprise des relations avec les États-Unis, Kim Jong Il sait qu'il peut s'appuyer sur la pusillanimité de la Russie et joue avec habileté la relance des relations inter coréennes. Dans ce concert des nations, le Japon, à l'écart, apparaît réticent sur la question de la reprise des relations avec la Corée du Nord.

Les relations nippono-nord-coréennes restent en effet empreintes d'une profonde suspicion et butent toujours sur le règlement de la question des « kidnappés », ces citoyens japonais enlevés par Pyongyang dans les années 1970. Tout en affichant une ligne ferme, Tokyo se prépare toutefois à renouer les bases d'un dialogue bi-

latéral difficile, dans le cadre du groupe de travail « Japon-Corée du Nord ». Sa puissance financière lui confère en effet un levier indiscutable, notamment dans la perspective d'une reprise de l'aide économique et énergétique au profit de la Corée du Nord. Reste à savoir comment la Corée du Nord va conduire ce volet important de la politique nipponne à l'égard de son voisin, surtout quand on connaît les limites de la capacité de coopération de Pyongyang.

La question des disparus japonais, l'autre obstacle à la normalisation des relations entre les deux pays

Dans les années 1970 et 1980, un grand nombre de citoyens japonais ont disparu dans des conditions douteuses. Des investigations japonaises et des témoignages concordants d'agents nord-coréens réfugiés à l'étranger ont permis de déterminer que de nombreuses disparitions seraient l'œuvre du régime nord-coréen. Quatre ans après le retour de cinq d'entre eux, l'affaire des enlèvements continue à susciter dans l'opinion nipponne une émotion outragée. À partir de 1991, le gouvernement japonais n'a cessé d'évoquer la question auprès de la Corée du Nord, qui continue à démentir toute implication. Au Japon, les actions en vue du sauvetage des victimes ont pris de l'ampleur, pour arriver à la création en 1997 de l'Association des familles des victimes des enlèvements par la Corée du Nord. Une pétition a même réuni plus de 5 millions de signatures et a été remise au Premier ministre japonais.

Lors de la visite à Pyongyang du Premier ministre japonais Junichiro Koizumi, en 2002, le régime nord-coréen a reconnu treize cas d'enlèvements, qui avaient été mis par le « dirigeant suprême » Kim Jong Il sur le compte d'agents « trop zélés ». Pyongyang n'a donné aucune explication à ces enlèvements mais, selon les kidnappés qui sont revenus, ils étaient utilisés pour former des espions destinés à être envoyés au Japon. Par la suite, d'autres cas se sont ajoutés. Tokyo vient d'en adjoindre un dix-septième à la liste officielle : une jeune femme du département de Tottori (mer du Japon), Kyoko Matsumoto, 29 ans, disparue en octobre 1977. Un mois plus tard, à Niigata, une fillette de 13 ans, Megumi Yokota, était enlevée à son tour.

Bien qu'ils remontent à plus d'un quart de siècle, les enlèvements restent une manne pour les médias nippons : émissions de télévision, livres et articles qui se succèdent à un rythme impressionnant véhiculent peu de faits nouveaux mais entretiennent l'émotion populaire.

Pour Pyongyang, l'affaire s'est terminée avec le retour des cinq survivants et de leurs enfants, ainsi que l'envoi des cendres de Megumi – qui, selon un examen de l'ADN pratiqué par les Japonais, ne sont pas les siennes... Les autres disparus, affirment les autorités nord-coréennes, sont morts ou n'ont jamais été enlevés. Au Japon, l'affaire des kidnappés a des implications politiques et diplomatiques qui peuvent sembler disproportionnées : elle a pris autant d'importance que la possession par Pyongyang de l'arme nucléaire et de missiles balistiques.

Le Premier ministre, Shinzo Abe, a construit son image politique en prônant la fermeté vis-à-vis de Pyongyang. « Je m'engage à faire de cette question la priorité de mon administration », avait-il déclaré en accédant à ses fonctions. Et Tokyo insiste pour que cette question soit traitée dans le cadre des pourparlers à six (Chine, deux Corée, États-Unis, Japon, Russie). « Tant que la Corée du Nord ne fera pas preuve de sincérité sur la question des disparus, nous continuerons à exercer des pressions », a déclaré M. Abe.

Une commission spéciale auprès du Premier ministre est chargée de suivre l'affaire des disparus, et le ministre de l'Intérieur et des Communications a récemment donné instruction à la chaîne de radio publique NHK de consacrer davantage d'émissions à cette question sur son réseau à ondes courtes – une intervention sans précédent qui a suscité de vives protestations et des interrogations sur l'indépendance de la NHK. Celle-ci a reconnu avoir consacré au cours des neuf premiers mois de l'année près d'un tiers des informations de ses émissions destinées à l'étranger aux kidnappés. Ajouté début novembre à la liste officielle des enlevés, le dix-septième cas n'apporte aucun élément nouveau, mais il a bénéficié d'une intense couverture médiatique et suscité un regain d'émotion dans l'opinion, avec la présentation de sa mère de 83 ans serrant dans ses mains un pull-over que sa fille lui avait tricoté.

Quant aux motifs de ces actes criminels sans précédent commis par un régime dictatorial, ils semblent être les suivants : usurper des identités pour des espions nord-coréens ; contraindre des victimes à entraîner des agents nord-coréens de manière à ce qu'ils puissent passer pour des Japonais et le recrutement de nouveaux membres par le groupe « yodo-go », du nom de l'avion japonais détourné en 1970, par des militants japonais d'extrême gauche (ils se sont donné pour nom faction de l'Armée Rouge japonaise) dont on estime qu'il sont toujours réfugiés en Corée du Nord.

Bien qu'il n'y ait pas eu de cas connu de kidnapping depuis 1987, ces crimes passés sont présentés comme si la sécurité de chaque Japonais pouvait être directement menacée.

La communauté internationale semble prendre conscience de la gravité de la question. Ainsi, en 2005, une résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République nord-coréenne a été adoptée pour la première fois à la session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies. Le rapport annuel de 2005 du gouvernement américain sur le terrorisme fait référence à la question des disparus japonais et désigne la Corée du Nord comme un État soutenant le terrorisme. Cependant, le Japon s'inquiète d'un possible rapprochement entre Pyongyang et les États-Unis en cas de résolution du dossier nucléaire nord-coréen. En effet, depuis l'accord conclu à Pékin sur le nucléaire nord-coréen par les six (Chine, États-Unis, Russie, Japon et les deux Corée), le Japon assiste avec inquiétude à une possible accélération des contacts entre Américains et Nord-Coréens, et craint que la question des otages ne soit reléguée, voire abandonnée. Un haut responsable japonais a même mis en garde les États-Unis contre une détérioration des relations entre les deux pays : « Si les États-Unis ignorent ce problème, alors les relations avec le Japon vont se détériorer car la question des kidnappés est très importante pour les Japonais », déclaré Kyoko Nakayama, conseillère spéciale du Premier ministre japonais.

L'importance de la solution à la question des enlèvements ainsi que les actions du Japon à cet effet ont clairement obtenu le soutien de la communauté internationale, ce qui constitue un moyen supplémentaire de pression sur Pyongyang. Les enlèvements constituent un problème grave affectant la vie et la sécurité des Japonais, et si les questions non élucidées ne sont pas résolues, il ne saurait y avoir de normalisation des relations diplomatiques avec la Corée du Nord. Cela semble être la position officielle du gouvernement japonais aujourd'hui.

Des relations difficiles avec la Chine : interdépendance économique croissante et méfiance politique constante

« Une rencontre n'est que le commencement d'une séparation » (proverbe japonais).

La brutale défaite du Japon en 1945 et l'occupation du territoire japonais par les puissances victorieuses jusqu'en 1952 ont irrémédiablement conduit à la transformation du Japon en une démocratie, voire en un État pacifiste. Depuis cette

date, le Japon est protégé par les termes d'une alliance asymétrique sans réciprocité avec les États-Unis. Ce faisant, le pays tirait profit de la guerre froide sans se sentir vraiment concerné par ces enjeux et ce jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique et l'émergence de la Chine comme future puissance montante du *xxi*^e siècle.

Dans le contexte d'un monde plus compliqué, de l'émergence du terrorisme en tant que nouveau fléau des nouvelles relations internationales, tout en composant avec les contrecoups de la crise financière mondiale, le Japon désormais doit composer aujourd'hui avec l'ascension de la Chine sur les scènes régionale et mondiale.

Plus de soixante ans après la fin de la guerre, alors que l'Europe tourne définitivement la page des rancœurs entre les anciens ennemis, en Asie du Nord-Est les méfiances et les crispations demeurent, en dépit souvent de relations commerciales, économiques et industrielles plutôt exemplaires. Des deux côtés, on s'échange les accusations sur fond de propagande antichinoise au Japon et antijaponaise à Pékin. On assiste à des querelles de souveraineté sur fond de quête d'énergie concurrente en mer du Japon, aux rancœurs héritées des conflits et massacres de la guerre, attisées notamment par la visite des autorités japonaises au temple Yasukuni (2). Les motifs d'opposition semblent avoir pour source principale les deux guerres successives sino-japonaises. La première, en 1894-1895, a abouti à la défaite de la Chine, contrainte de céder Taiwan ainsi que d'autres territoires au Japon.

Le Japon est aujourd'hui pointé du doigt quant à la nature des relations qu'il entretient avec Taiwan, même s'il s'est engagé à ne reconnaître qu'une seule Chine et à ne pas soutenir l'indépendance de l'île.

L'autre raison à ces relations tendues serait l'incapacité du Japon à reconnaître les crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette situation perdure depuis la naissance de la République populaire de Chine ; le régime communiste a même bâti sa légitimité pour une grande partie sur l'histoire de la grande guerre de libération contre le Japon, en dépit d'excuses officielles du Japon en 1995.

Par ailleurs, la Chine a exprimé des vives protestations contre l'édition au Japon d'un manuel scolaire dans lequel les exactions commises par ce pays seraient minimisées lors de l'occupation de la Chine entre 1931 et 1945. Pour les autorités chinoises, cette crise est la plus importante depuis 1972, date de rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Enfin, on peut évoquer l'alliance actuelle de Tokyo avec les États-Unis, qui veulent intervenir dans le règlement de la question de Taiwan extorqué par le Japon à la Chine en 1895. D'ailleurs, en

1997, Pékin s'était déjà insurgé contre la révision de l'alliance américano-japonaise *Guidelines for US/Japan Defense Cooperation*, principes directeurs de la sécurité du Japon, incluant la zone de Taiwan, approuvés le 23 septembre 1997.

Du point de vue chinois, les excuses officielles présentées par Tokyo en 1995 ne sont pas suffisantes, en effet Pékin exige de Tokyo une reconnaissance officielle de ces crimes commis contre le peuple chinois et pose cette condition comme un préalable à la normalisation des relations entre les deux nations. La Chine a même demandé à l'Unesco l'inscription au Patrimoine commun de l'humanité de l'unité 731, au même titre que le camp de concentration d'Auschwitz ou le mémorial de la paix d'Hiroshima. C'est dans ce triste centre, installé dans la province de Heilongjiang dans le Nord-Est de la Chine, que les Japonais ont procédé entre 1931 et 1940 à des expériences inhumaines sur des prisonniers chinois en vue de mettre au point des armes biologiques. Le nombre des victimes chinoises est estimé à plus de 200 000 dans cette prison-laboratoire. Ces tensions, fruit de l'histoire tourmentée des deux pays, sont loin d'être apaisées, en dépit des liens économiques qui unissent les deux États, avec pour enjeu le leadership régional.

En effet, la Chine et Tokyo font preuve de bon sens économique pendant ces dernières années. Les échanges commerciaux dépassent les 185 milliards de dollars US, notamment en 2005, hissant la Chine au rang de premier partenaire commercial du Japon (soit plus de 20 % de son commerce global (3)) et le Japon au rang de premier fournisseur de la Chine (15 % de ses importations). Les deux pays sont devenus progressivement interdépendants économiquement, avec des marchés complémentaires : exportations d'équipements industriels et de composants électroniques pour le Japon, et exportations de la Chine vers le Japon de biens de consommation. Du point de vue des investissements, le Japon est aujourd'hui le premier investisseur étranger en Chine, soit 14,4 % des investissements directs japonais et 10 % des investissements directs étrangers reçus par la Chine. On le voit, les dépendances entre les deux pays sont nombreuses et les échanges multiples, à tel point que l'on ne parle plus seulement de commerce mais d'« intégration industrielle ».

Une géopolitique au cœur d'une crispation et d'une méfiance réciproques

Bien au-delà du lourd contentieux juridique, les points de désaccord entre la Chine et le Japon sont nombreux : rivalité géopolitique sur le leadership régional, désaccords sur la réforme de l'ONU, course aux armements et aux ressources éner-

gétiques. Ces tensions conjoncturelles semblent se doubler de raisons profondes d'opposition, de nature géostratégique, politique, voire culturelle.

La géopolitique de la région renseigne parfaitement sur cette situation héritée d'une histoire tumultueuse entre les deux nations. Il faut dire que les bouleversements stratégiques que connaît la région, et notamment l'émergence de la Chine comme une puissance en devenir, remettent en question les anciens équilibres, où la Chine était absente diplomatiquement, face à une Amérique entreprenante qui s'est assuré le rôle d'arbitre et de garant de la sécurité régionale, avec l'appui du Japon et de la Corée du Sud. Pour autant, l'imaginaire chinois ne faiblit pas et se place toujours en position centrale, sans se résigner à abandonner son rôle de puissance régionale en devenir.

Si l'on pousse la réflexion plus loin, il est possible d'observer que les rivalités sino-japonaises dépassent le cadre de revendications qu'impose une histoire chargée entre les deux nations. La discorde touche d'autres questions plus importantes, dont les conséquences sont à la fois économiques et géopolitiques, susceptibles de provoquer des affrontements entre les deux pays.

Parmi ces points, je citerai la revendication chinoise sur les îles Diayou (Senkaku en japonais), qui sont entourées de hauts-fonds marins riches en gaz et probablement en pétrole, ce que refuse fermement le Japon en affirmant sa souveraineté sur ces îles. D'autre part, la déclaration commune des États-Unis et du Japon, considérant en février 2005 la sécurité dans le détroit de Taiwan comme un « objectif stratégique commun », a été très mal appréciée par la Chine, qui parle d'ingérence dans ses affaires internes. Par ailleurs, la revendication du Japon d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas du goût de Pékin, qui demeure pour le moment la seule puissance asiatique à faire partie du cercle restreint des États disposant d'un droit de veto.

Bien évidemment, le Japon redouble d'efforts pour rehausser son statut international et se libérer progressivement du carcan dans lequel l'avait enfermé sa défaite de 1945. Ce qui explique la volonté affichée de Tokyo de redonner un rôle plus vaste à ses forces d'autodéfense et d'accéder au rang de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette évolution quasi irréversible induit en Chine des réactions hostiles. Pékin continue à affirmer que le Japon a commis des crimes impardonnables, ce qui lui interdit de jouer un rôle politique accru sur la scène mondiale. Cette position constante de la Chine, cherchant à faire avorter chaque

tentative japonaise de s'affirmer sur l'échiquier mondial, n'est pas sans effet sur la psychologie des conservateurs japonais, qui n'hésitent pas à brandir l'étendard nationaliste, opposant ainsi un nationalisme à un autre.

Je rappelle que les conservateurs continuent de proposer la réforme de l'article 9 de la Constitution japonaise et l'élargissement du rôle des forces d'autodéfense. Ce même courant conservateur a lancé un grand débat sur l'acquisition par le Japon de l'arme nucléaire, face à la nucléarisation supposée de Pyongyang, et l'adoption d'une stratégie de frappes préventives, après les essais de missiles au-dessus de la mer du Japon et le test nucléaire nord-coréens en 2006.

On comprend, dans ce contexte psychologiquement très compliqué, où les sentiments et l'irrationnel prennent le pas sur les intérêts concrets des deux pays et où les provocations nationalistes japonaises répondent au raidissement chinois, pourquoi le retour à des relations pacifiées semble quelque peu difficile. Ainsi plombées, les relations entre les deux pays ne peuvent s'améliorer que si les deux pays parviennent à sortir du cercle vicieux des non-dits, des sentiments négatifs et des tentations nationalistes, qui ne produisent que méfiance, haine, crainte et mépris réciproques. Il faudrait également beaucoup de générosité, ce qui manque le plus quand les nations se renferment dans leurs peurs et frustrations, que l'on nomme parfois nationalisme.

La question taiwanaise, une source supplémentaire de tensions nippo-chinoises

Avec la situation de la Corée du Nord, les relations pour le moins difficiles avec Pékin, la question taiwanaise représente l'autre désordre sécuritaire en Extrême-Orient. Cette question de Taiwan au cœur de la relation tendue entre Tokyo et Pékin rappelle la phrase du leader communiste chinois Mao Zedong : « Le petit enjeu est Taiwan, le grand est le monde (4). » Il faut rappeler que la question taiwanaise a toujours été une véritable controverse de la politique étrangère américaine dans ses rapports avec la Chine. Les États-Unis se sont engagés le 1^{er} décembre 1943 après la déclaration du Caire mais également le 26 juillet 1945, date de la déclaration de Potsdam, puisque tour à tour les présidents Franklin D. Roosevelt et Harry S. Truman s'étaient engagés sur le retour de Taiwan à la Chine continentale de Tchang Kai-shek, après la signature officielle d'un traité de paix entre les alliés et le Japon, grand perdant de la Seconde Guerre mondiale.

L'article 8 de la déclaration de Potsdam stipulait que le territoire japonais serait limité à ses quatre îles principales, tout en laissant de côté la question taiwanaise, sans spécifier à quelle partie serait rétrocédée l'île arrachée à la Chine, au contraire de la déclaration du Caire, non signée par le Japon, qui reconnaissait le droit à la Chine de sa souveraineté sur les territoires dérobés, à savoir les Pescadores (archipel des Peng-hu), la Mandchourie perdue par la Chine en 1931 et l'île de Formose, perdue en 1895. Le Japon ne reconnaît que le traité de San Francisco, signé en 1951, qui maintient une certaine opacité et ne dit pas expressément à qui doit revenir la souveraineté sur l'île de Taiwan. C'est cette ambiguïté et ce non-dit qui vont préfigurer les difficultés des relations sino-japonaises, et qui ont créé l'antagonisme qui caractérise les rapports entre les deux pays pendant toutes ces décennies passées.

L'enchaînement de quelques malheureux événements va rendre difficile toute initiative de panser une plaie que l'histoire tourmentée a ouverte le 17 avril 1895 par la cession de Taiwan par la dynastie Qing à l'armée japonaise, en vertu du traité de Shimonoseki, consacrant la victoire militaire du Japon sur la Chine. Cette victoire militaire japonaise a probablement été possible en raison de la victoire de l'armée française menée par le général Joffre, causant la perte de l'Indochine dix ans plus tôt. Il faut rappeler que les Japonais pensaient même vendre l'île à la France pour la somme de 100 millions de yens, considérant que le territoire était immense et que le Japon ne serait peut-être pas capable de l'administrer. Plus tard, ni l'annonce officielle de la capitulation japonaise de 1945, ni la défaite des forces japonaises stationnées dans l'île n'ont pu permettre le retour de l'île dans le giron chinois.

Quelques années plus tard, on assistait à un début de solution après que le Japon avait pris des engagements sur la question de Taiwan, pour rendre possible la normalisation des relations bilatérales avec Pékin. Dans la déclaration conjointe sino-japonaise de 1972, le Japon a déclaré qu'il comprenait complètement les trois principes pour le renouement des relations diplomatiques entre les deux pays : le gouvernement de la République populaire de Chine (RPC) est le seul gouvernement légitime représentant la Chine, Taiwan est une partie inaliénable de la RPC, les traités signés entre le Japon et le Kuomintang sont illégaux et devront être annulés.

Dans la déclaration conjointe sino-japonaise signée en 1998, le Japon s'est engagé de nouveau à observer le principe d'une « seule Chine » et à ne maintenir que des contacts non officiels avec Taiwan. Le gouvernement japonais a signé plusieurs

autres engagements à Beijing sur la question de Taiwan. En 2001, la ministre japonaise des Affaires étrangères Makiko Tanaka a déclaré que le pays adhérerait à la politique d'une seule Chine et ne s'impliquerait pas dans des activités visant à créer « deux Chine » ou « une Chine, un Taiwan », et ne soutiendrait pas l'« indépendance de Taiwan ». En novembre 2004, M. Koizumi a réaffirmé que le Japon poursuivrait la politique d'une seule Chine et ne soutiendrait pas l'« indépendance de Taiwan ».

Manifestement, la Chine observe que le Japon n'a pas toujours su honorer ses engagements sur la question de Taiwan. En 2003, malgré la vive opposition de la Chine, l'ancien Premier ministre japonais Yoshiro Mori a visité Taiwan. Vers la fin de la même année, malgré la protestation de la Chine, le Japon a émis un visa d'entrée à Lee Teng-hui, un représentant radical des forces pour l'« indépendance de Taiwan ». En février 2005, les États-Unis et le Japon ont publié une déclaration, classant la question de Taiwan parmi leurs sujets stratégiques communs dans la région Asie-Pacifique. Ces actes, du côté du gouvernement japonais, ont blessé le sentiment du peuple chinois et ont eu des impacts négatifs sur le développement des relations entre les deux pays. Ils ont surtout renforcé le sentiment d'une promesse japonaise non tenue, ce qui rend probable l'hypothèse d'un conflit dans le détroit. Le rôle du Japon, à supposer que Tokyo tienne encore les commandes de ce litige, scellerait définitivement toute réconciliation entre les deux nations sur la question stratégique de l'île de Taiwan.

C'est dire l'importance de Taiwan pour la Chine. D'un point de vue économique, les relations de l'île avec le continent se sont aujourd'hui considérablement développées, au point que la Chine représente 5,6 % des exportations de Taiwan et 8,6 % de ses importations. Selon *The Business Times*, principal journal économique de Singapour, Taiwan investirait chaque année 3 milliards de dollars sur le continent et le montant des échanges commerciaux atteindrait 79 milliards de dollars. Ces chiffres permettent de tirer une conclusion évidente : la Chine a besoin de l'économie taiwanaise pour soutenir sa croissance, rattraper son retard, acquérir des technologies et des capitaux indispensables, et atteindre ses objectifs de croissance, tandis que Taipei dépend du continent pour maintenir sa forte croissance, voire pour la consolider.

Pékin joue donc, en ce domaine, un double jeu qui lui permet de prospérer en attirant les entreprises du pays, tout en poursuivant son but ultime d'unification, en faisant des investisseurs et des Taiwanais installés sur le continent un élément

modérateur de la volonté politique d'indépendance du gouvernement de Taiwan. En effet, de plus en plus intégrés dans la vie politique et économique du continent, ces derniers pourraient aisément devenir une courroie de transmission des idées du Parti sur la question de l'unification et un relais d'opinion à destination de l'opinion publique de l'île, dans le but de modifier en conséquence leur opinion et leur jugement en faveur d'une acceptation progressive de la domination continentale, et, à terme, de l'unification aux conditions de la grande patrie chinoise.

Outre l'aspect économique, Taiwan représente également pour la Chine un enjeu majeur pour son développement et son affirmation de puissance montante. Taiwan représente une position clé pour le contrôle des routes maritimes. En effet, l'île occupe une position stratégique sur les routes maritimes qui traversent l'Extrême-Orient ; pour Pékin, Taiwan fait partie de la stratégie chinoise de contrôle de ces routes d'approvisionnement, notamment en matières premières et en énergie.

La dépendance chinoise en pétrole (on estime que, d'ici 2020, la Chine consommerait à elle seule plus de 50 % de l'actuelle consommation mondiale de pétrole) pousse Pékin à sécuriser ses sources d'approvisionnement en accordant un soutien militaire à ses fournisseurs essentiellement au Moyen-Orient. La sécurité de l'importante voie maritime d'acheminement du pétrole, depuis le Moyen-Orient jusqu'au Japon, est l'œuvre de l'armée de l'air et de la marine chinoise, deux corps d'armée qui n'ont cessé de se développer. La politique de pénétration du continent africain et plus particulièrement des pays pétroliers est à cet égard grandement révélatrice. Les routes maritimes sont au cœur des préoccupations chinoises et constituent des enjeux majeurs, tant sur le plan économique que militaire, car elles permettent à la fois de contrôler les flux et d'accéder à des zones d'intérêt souvent éloignées.

La Chine veut contrôler cet espace maritime qu'elle considère comme vital pour son développement, lequel ne peut se réaliser sans l'accès aux richesses énergétiques et halieutiques de l'espace maritime d'Asie du Sud-Est. Taiwan est à ce titre un enjeu majeur. Elle est en effet un verrou stratégique à la croisée entre la mer de Chine méridionale et la mer de Chine orientale, dans le prolongement des îles Spratleys et des Paracells. Son contrôle, en plus d'agrandir l'espace maritime chinois, pourrait s'exercer sur les lignes de communication de ses adversaires potentiels ou avérés, en particulier celles des États-Unis et du Japon.

Ce dernier est en effet un contrepoids de taille à la puissance chinoise émergente, or il dépend à 70 % des voies de la mer de Chine du Sud, au point que le Japon

accorde la priorité à la défense de ses lignes de communication maritimes dans l'objectif sinon d'empêcher, du moins de retarder l'émergence d'une Chine puissante qui supplanterait la puissance japonaise en dépit de son alliance stratégique avec les États-Unis. Ce qui veut dire que le leadership japonais semble aujourd'hui relativement remis en cause et, en dépit d'une interdépendance économique toujours très forte, la Chine tend de plus en plus à prendre son envol et s'affirmer comme puissance autonome, et ce au détriment du Japon.

Aussi, pour contenir la puissance chinoise, la stratégie de Tokyo paraît un peu lente et moins percutante que celle de Pékin, elle consiste d'une manière globale en une consolidation de ses acquis courants. Le Japon a compris que, pour endiguer la puissance chinoise, il n'a d'autre choix que de s'allier avec les États-Unis, avec qui Tokyo partage la vision d'une sécurité globale autour du couple nippo-américain, avec une volonté commune de *containement* de la puissance chinoise. À l'inverse, la stratégie chinoise préfère davantage la mise en place de « partenariats stratégiques » et d'un système d'alliance relativement opposé.

La question de Taïwan est un sujet important et sensible dans les relations sino-japonaises : honorer les engagements est la clé pour le Japon dans le traitement du problème. M. Koizumi a noté récemment que le développement des relations amicales sino-japonaises est de grande importance pour le développement des deux pays à long terme, malgré des points de vue différents et des difficultés dans le développement des relations bilatérales. La Chine espère que le Japon pourrait prendre des mesures concrètes pour honorer ses engagements dans la politique d'une seule Chine et ne pas soutenir l'« indépendance de Taïwan ». C'est le seul moyen de sortir de l'actuelle situation difficile des relations sino-japonaises et de développer des relations bilatérales saines et de nature stable. Telle est la position chinoise.

Quoi qu'il advienne, il est certain que les tensions structurelles géostratégiques, politiques et culturelles minent le rêve d'une unité asiatique face à l'Occident et aux États-Unis. L'ouverture tous azimuts de la Chine vers l'extérieur, la création et la consolidation de partenariats avec les pays en voie de développement, notamment avec l'Afrique et le Maghreb, semblent donner d'importants atouts à la Chine, à même de lui assurer un ascendant définitif sur le Japon, voire sur le monde.

Notes

(1) Le DMZ (de l'anglais *demilitarized zone*), créé le 23 mars 1953 à l'armistice de Panmunjeon, est une étroite bande de terre séparant la Corée du Sud de la Corée du Nord, et sert de zone tampon entre les deux anciens belligérants. Elle coupe la péninsule Coréenne en deux au niveau du 38^e parallèle et atteint une longueur estimée à 248 km sur une largeur de 4 km.

(2) Ce sanctuaire a été fondé en 1869, pour honorer les dépouilles de 2,5 millions de soldats et civils japonais morts pour la patrie entre 1853 et 1945. Les États-Unis lui ont imposé un statut de fondation privée, ce qu'il est toujours. Depuis 1978, il abrite également les restes de 1 068 militaires, dont la mouvance conservatrice japonaise ne reconnaît pas la condamnation comme criminels de guerre par le tribunal des vainqueurs en 1945. Parmi eux figurent la dépouille de l'amiral Tojo, exécuté par pendaison en 1948, ainsi que celles de treize autres criminels de guerre de « classe A ». Trois Premiers ministres japonais en exercice ont visité le sanctuaire : Nakasone en 1993, Hoshimoto en 1996 et Koizumi à six reprises entre 2001 et 2006.

(3) Valérie Niquet, *Chine-Japon, l'affrontement*, Perrin, 2006.

(4) *Memorandum of Conversation*, 1975, cité par William Burr, dans *The Kissinger Transcripts*, The New Press, New York, 1998, p. 391.

